

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
3 avril 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 1er avril 2002,
adressée au Président du Conseil de sécurité
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de l'Angola auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint le texte de la déclaration du Gouvernement de la République d'Angola sur l'accord de cessez-le-feu du Gouvernement et de l'état-major de l'UNITA (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Ministre conseiller,
Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Joaquim A. B. B. **Mangueira**



**Annexe à la lettre datée du 1er avril 2002,
adressée au Président du Conseil de sécurité
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de l'Angola auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration du Gouvernement de la République d'Angola
sur l'accord de cessez-le-feu du Gouvernement
et de l'état-major de l'UNITA**

Le Gouvernement d'unité nationale de la République d'Angola, réuni ce 30 mars 2002, félicite les dirigeants militaires des Forces armées angolaises (FAA) et des Forces armées de l'UNITA d'être parvenues à un accord aux fins de l'instauration d'un cessez-le-feu général et de l'accomplissement des tâches militaires en suspens dans le cadre du Protocole de Lusaka.

Le Gouvernement de la République d'Angola rend hommage au sérieux et à la maturité qui ont présidé à cette étape importante, qui crée les conditions voulues pour que l'application du Protocole de Lusaka aboutisse et qu'il soit mis définitivement fin au conflit armé angolais, ouvrant de nouvelles perspectives dans la vie de tous les Angolais qui pourront enfin se consacrer en paix aux tâches de la reconstruction et du développement de notre pays.

Le Gouvernement de la République angolaise se félicite du climat de coopération, de fraternité et de patriotisme manifeste des pourparlers militaires, grâce auquel les sentiments de méfiance et de doute, fréquents dans les processus de ce type, ont laissé la place à une recherche sincère de solutions efficaces à des problèmes concrets lourds de conséquences pour le dessein de la nation – désengagement, cantonnement et achèvement de la démilitarisation de l'UNITA – à l'intégration de ses membres aux fins d'une future sélection et d'une future intégration de ses généraux, officiers, sergents et soldats dans les forces armées angolaises et la police nationale compte tenu des postes à pourvoir, et enfin à la réintégration dans la société civile, qui suivra la démobilisation, avec l'aide des institutions et des organismes compétents du Gouvernement.

Dans ce contexte, le Cabinet a aussi approuvé un projet de loi d'amnistie qui sera présenté à l'Assemblée nationale et qui concernera les crimes militaires et les crimes contre la sécurité de l'État commis pendant le conflit armé.

Le Gouvernement estime que, lorsque les questions militaires seront résolues, il sera possible de passer à la seconde phase, de s'atteler aux aspects politiques du Protocole de Lusaka et de mettre en place les mécanismes nécessaires qui exigent que l'UNITA parvienne librement et en toute indépendance à un consensus en ce qui concerne la nomination de ses participants.

Le Gouvernement réaffirme que seule la pleine participation de tous les citoyens à la vie de la nation, dans l'exercice de leur droit légitime à la liberté d'expression, dans la tolérance et l'acceptation des différences et dans le respect de la légalité constituée, pourra faciliter la pacification totale des esprits en vue d'une réconciliation nationale authentique et de la consolidation de la démocratie et de l'état de droit.

Tout au long de ce processus, le Gouvernement estime essentielle la coopération de la communauté internationale, représentée par l'Organisation des

Nations Unies et la troïka d'États observateurs, pour le rôle actif qu'elle jouera dans l'application du Protocole de Lusaka, pour l'assistance qu'elle apportera à la démobilisation et au démantèlement des forces militaires de l'UNITA, l'aide humanitaire aux populations nécessiteuses et les autres mesures décisives pour la normalisation de la vie de la nation.

Étant donné l'importance de cet accord, le Gouvernement se propose de conférer toute la solennité voulue à l'acte de signature officiel du protocole d'accord entre les deux directions militaires, en organisant une cérémonie au Palais des congrès, le 4 avril 2002, à laquelle des entités nationales et étrangères seront invitées, en particulier le Représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les chefs d'état-major des forces armées de la troïka d'États observateurs, les pays voisins, les pays de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), le Nigéria et le Gabon.

Gouvernement de la République angolaise, Luanda, le 30 mars 2002
